DIAL 2573

CHILI - Situation de l'Église au Chili 2. Oú en est l'église des pauvres ?

Orlando Milesi, Mario Romero & Eduardo Bahamondes

lundi 1er juillet 2002, mis en ligne par Dial

Après notre dossier sur "la puissance de l'Opus Dei" au Chili (DIAL D 2567), nous présentons un reportage sur l'Église des pauvres dans ce pays. L'Église chilienne a connu, au temps de la dictature de Pinochet, un important courant de défense des droits humains, que symbolisaient le cardinal Silva Henriquez et le Vicariat de la solidarité créé par lui. La situation a beaucoup changé depuis lors, tant au plan politique qu'ecclésial. Trois personnes ont enquêté auprès de divers responsables et nous communiquent ici les propos qu'ils ont entendus sur l'Église chilienne d'aujourd'hui. Article de Orlando Milesi, Mario Romero et Eduardo Bahamondes, diffusé par l'Agence d'information Frei Tito pour l'Amérique latine (ADITAL)*, avril 2002, Brésil.*

Un nouveau contexte historique

Le coup d'État militaire de 1973 au Chili a été soutenu par les secteurs les plus réactionnaires de la société et avalisé sur le plan logistique par les États-Unis. Il a inauguré une période d'horreur, où la persécution politique, les arrestations, les exécutions, les tortures et les disparitions sont devenues quotidiennes. L'Église conciliaire a réagi, avec la création du Comité pour la paix, un organisme de caractère œcuménique, et avec le soutien de la communauté juive. A cause des pressions gouvernementales, le Comité fut dissous. Surgit alors le Vicariat de la solidarité qui, sous l'inspiration du cardinal Silva, se transforma en refuge pour les persécutés. Devant la fermeture d'organisations et de mouvements populaires, l'Église de base a accueilli tous ceux qui luttaient pour le retour de la démocratie et pour la défense des droits fondamentaux de l'homme. La vie des communautés s'est enrichie de signes nouveaux et les célébrations où la réflexion est centrée sur la libération du peuple d'Israël ont favorisé l'éclosion des pratiques libératrices du peuple chilien. Ce nouveau comportement ecclésial, qui est centré sur les opprimés et les plus démunis, a conduit à une nouvelle façon de vivre, dans une Église persécutée et incomprise par les milieux conservateurs.

Au début de la décennie 90, une fois retrouvés l'État de droit et la démocratie, - assurément imparfaite - l'Église institutionnelle s'est attaquée à l'Église de la libération en considérant que cette dernière s'était réduite à des aspects purement sociaux et politiques.

Fernando Aliaga, spécialiste de l'histoire de l'Église, estime que « après la lutte contre la dictature (de Pinochet), l'Église a gagné la bataille pour ce qui concerne la défense des droits de l'homme, mais elle est mise en déroute au niveau économique : c'est le néolibéralisme qui s'impose totalement ». Cependant il pense que « l'Église de la libération fait preuve de maturité et acquiert une large audience lorsque, à la fin des années 70 et surtout pendant les années 80, les congrégations religieuses retrouvent leur charisme sous la forme de l'option préférentielle pour les pauvres ».

Le père Humberto Guzman a vécu le coup d'État militaire dans l'Université technique de l'État où il recevait des étudiants et les parents de fusillés, torturés et disparus. Travaillant depuis quelques semaines

dans un des quartiers les plus pauvres de la capitale chilienne, Cerro Navia , il affirme que « la blessure qu'a produite le coup d'État militaire a été très profonde. Les mouvements ont été interdits et persécutés et tout ce monde vit dans la peur jusqu'à aujourd'hui. »

Le père Pierre Dubois, assistant national de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), rappelle que lorsqu'il est revenu au Chili, après son exil, il y a onze ans, les groupes organisés étaient plus nombreux que maintenant. Cela s'explique par le fait que, dans les dernières années de la dictature, « les évêques ne nous ont pas remplacés au niveau national ». Il ajoute : « Les gens ont vécu isolés dans les dernières années de la dictature, fortement politisés et déconnectés de l'Église. Ils m'ont accepté parce qu'ils ne pouvaient pas m'accuser d'être réformiste ou collaborateur de Pinochet. »

Situation sociale et économique des pauvres

Depuis dix ans, le Produit Intérieur Brut (PIB) du Chili s'est accru constamment, avec des taux de progression annuelle qui ont atteint 7 %. Mais un trop grand nombre de gens sont exclus de cette croissance et vivent en marge de la mondialisation en cours.

Une enquête de la CASEN (Caraterización Socio-Económica Nacional), réalisée en 2000 à la demande du ministère du Plan, a révélé que 3 080 000 Chiliens, sur les 15 millions de la population du pays, soit 20,6 %, vivent dans la pauvreté et 850 000 (5,7 %) dans une totale indigence. Le ministère reconnaît que le chômage – qui avoisine le taux de 9 % - en est la cause principale. « Il y a des personnes tellement déprimées, qu'il faut les ranimer pour qu'elles soient capables de faire quelque chose. Le manque de travail provoque des problèmes de santé mentale et physique. Elles ne peuvent pas payer leur électricité ou leur eau, ni acheter des aliments, et sont réduites à la mendicité » dit la sœur Aurélia Rocco, qui vit depuis 19 ans dans la banlieue de Santiago.

Pauvreté, inégalité et comportement des chrétiens

Le père Jorge Orellana, qui travaille dans la communauté de Granja, est convaincu que le chômage est plus élevé que ne l'indiquent les statistiques officielles. Le père Guzmán partage cette opinion et affirme que « dans la famille du chômeur le manque de communication se fait sentir au fur et à mesure que s'accroît l'angoisse de la pénurie alimentaire ».

Le prêtre français Pierre Dubois, chassé du Chili pendant la dictature de Pinochet, et qui a récemment acquis la nationalité chilienne, estime que, actuellement, l'Église « insiste beaucoup sur le scandale que représente l'inégalité d'une minorité très riche qui accapare plus de 40% des richesses. Ce qui me préoccupe est que l'Église ne considère la pauvreté que sous son aspect de privation et ne voit pas ce qui naît chez les pauvres, les valeurs qui apparaissent dans la pauvreté. »

Monseigneur Alfonso Baeza, vicaire de la Pastorale sociale de l'archidiocèse de Santiago, relève que « souvent l'attitude de l'Église est une sorte d'assistentialisme. L'autre attitude, qui consiste à favoriser le développement autonome de la personne, n'est pas souvent adoptée, alors que, dans les documents de Medellin, de Puebla et également de Saint-Domingue, est soulignée la nécessité de soutenir tout type d'organisation sociale des pauvres. »

Selon le théologien laïc Luis Cárdenas, président de la Commission Justice et Paix du Chili (SERPAJ), « malheureusement, l'Église n'accompagne pas le processus de libération ; elle tourne le dos à ceux qui demandent des réformes, à ceux qui réclament le dépassement du système néolibéral et qui s'opposent à toute violence structurelle. Je crois qu'avec nous, beaucoup de chrétiens comprennent la nécessité d'accompagner ces réformes. »

La voix des évêques chiliens

Dans leur lettre pastorale Vie, solidarité et espérance, du 23 octobre 2001, les évêques chiliens se réjouissent de « la réduction de la pauvreté », mais ils signalent que « la pauvreté extrême ne s'atténue pas. Et ceux qui sont les plus marginalisés reçoivent encore un niveau d'éducation insuffisant pour leur

permettre de sortir de la misère. »

« Les Chiliens apprécient la vie familiale. Or la famille est menacée soit par le chômage, soit par l'excès de travail qui occupe même le dimanche et qui interdit le repos en famille. Le pays a retrouvé la démocratie mais la mentalité des Chiliens ne l'a pas encore assimilée. La société civile et les jeunes n'y participent pas. »

Selon l'évêque de Linares, Carlos Camus, « la foi de l'Église s'est réfugiée chez les pauvres, comme dans les temps bibliques. L'excès de consommation et le confort ont anesthésié la morale. Alors, la loi divine a été remplacée par le caprice. Pour vivre une vie authentique, nous, les catholiques, devons nous convertir à la pauvreté. »

L'évêque auxiliaire de Temuco, Jorge Hourton, plaide pour que l'Église prenne position en faveur du réajustement du salaire minimum, avec autant de force et d'audace qu'elle en a montré dans la défense de la vie, en matière d'avortement, de divorce, de contraception . Il critique « les pontifes de l'économie de marché ultralibérale », en soulignant qu'ils se moquent de la doctrine sociale de l'Église quand ils proposent le gel des salaires comme moyen de créer des emplois et de baisser les coûts de production. « Nous semblons paralysés par le modèle de la mondialisation, par l'audace des chefs d'entreprises, par des attitudes de dévotion éthérée, et un jeune clergé très porté sur la liturgie. »

Les deux courants actuels de l'Église du Chili

Luis Cárdenas invite à regarder la situation ecclésiale avec réalisme. Il nous dit que, aujourd'hui, nous assistons à l'avancée et la domination d'une église anti-conciliaire. Cela se voit dans l'augmentation préoccupante du nombre des évêques appartenant à l'Opus Dei et aux milieux conservateurs du Chili. Ils onttout fait pour annuler les processus de rénovation qui caractérisent l'Église de Jean XXIII. » Il ajoute : « Nous devons être réalistes : en dehors de quelques témoins isolés ou de groupes qui conservent une certaine identité, je crois que l'Église de la libération, qui a opté pour les pauvres, n'a pas de consistance réelle, elle n'existe pas au Chili. »

Le père Humberto Guzmán constate « un recul et la coexistence de deux grands courants : l'un conservateur et l'autre plus libéral qui cherche ses voies et s'ouvre sur le monde ».

« Actuellement, la Curie vaticane est dans une attitude de recul et on observe la détérioration de tout ce que le Concile Vatican II avait inauguré dans l'Église et dans le monde. Jean XXIII demandait d'ouvrir les fenêtres pour faire entrer l'air frais et je crois que cela a été impossible en bien des lieux et avant tout au Vatican. J'ai constaté, lors de contacts dans la zone ouest de Santiago et dans les régions du Chili, que l'Église est en général très repliée sur elle-même ; elle n'est plus le ferment dans la pâte, ni la lumière du monde. »

Cette Église met l'accent sur la morale, dit la sœur Aurélia Rocco. À partir de son expérience elle affirme : « Une chose est de proposer une Église qui règle le divorce à partir du droit canon, en excommuniant les intéressés, en déclarant que les divorcés ne peuvent faire ceci ou cela, et une autre chose est de proposer une Église selon le Christ, lui qui est plein de compassion envers la femme pécheresse et adultère, et qui appelle les pécheurs à être ses disciples. Si je présente l'Église à partir du code de droit canon, personne ne connaîtra jamais Jésus et je tiens à ce qu'il soit connu. J'ai étudié toute l'histoire de l'Église et, pour évangéliser, j'ai seulement besoin de l'Evangile. »

Pour Mgr Baeza « il y a un accord profond, entre les chrétiens de la base, qui vivent au milieu des pauvres, et la hiérarchie, sur le problème des chômeurs et sur les droits de l'homme. Là se réalise un véritable accord. Quand l'Église utilise ce langage, elle est écoutée. Ce qui fait problème, c'est l'attitude qui est adoptée à la suite d'une prise de position, d'une déclaration du magistère. La première réaction devant une demande consiste à apporter la solution : procurer un emploi, trouver la nourriture, influer sur le gouvernement. Mais il y a une autre attitude qui consiste à faire en sorte que les intéressés eux-mêmes se mettent à l'ouvrage. »

Dans le même sens, le père Dubois dit que « l'Église veut obtenir des résultats immédiats. Mais le travail le plus important est de faire attention à la vie. Si l'Église était plus soucieuse de la forme, elle préparerait pour l'avenir des semences plus abondantes et la récolte serait plus prometteuse. »

L'Église de la libération

La sœur Aurélia Rocco dit que les pauvres de son secteur « comprennent qu'il y a des églises parallèles. Je leur dis que l'Église a un pasteur dans chaque secteur. Dans l'Église nous recevons le même message, mais chacun l'applique selon son charisme personnel. Je n'aime pas compliquer la vie des gens avec les problèmes de la hiérarchie. » Elle regrette qu'aujourd'hui, en bien des endroits, « le prêtre de paroisse soit celui qui commande et qui sait. La tendance n'est pas de former des prêtres pour accompagner le processus de libération des pauvres. D'ailleurs on ne parle pas d'Église de la libération car le mot est tabou. Comme la théologie de la libération et l'option pour les pauvres ont été tant condamnées, on a mis de l'ordre dans la maison et les papiers en classant le dossier. Et je vois qu'il s'est produit un retour en arrière : à l'époque de la dictature, une Église libératrice ; à l'époque de la transition démocratique, une Église qui retourne à la sacristie. »
Le théologien Luis Cárdenas préfère parler d'une « Église participant aux processus de libération. » Il croit que c'est une Église qui est redevenue souterraine et limitée à un petit nombre de résistants. «

Beaucoup de chrétiens, qui étaient favorables à la théologie de la libération des pauvres parce qu'elle permettait que leur engagement de foi rejoigne leur option politique, ne sont plus aujourd'hui dans l'Église. »

Et pour la sœur Francisca Morales, « l'Église de la libération subsistera sous la forme de communautés de base plus petites, qui sont plus proches de la vie et qui offrent la possibilité d'une instance ecclésiale plus ouverte et plus forte comme expérience de foi. »

Le père Guzmán souligne que « en certaines paroisses de Santiago on s'efforce d'assurer une présence dans la vie concrète des populations. Un exemple typique est celui de la communauté La Lengua (en zone sud), où circule la drogue, où la situation est désastreuse et à laquelle les médias ont fait une mauvaise réputation. Les chrétiens y sont actifs, présents dans les assemblées de quartiers, dans les clubs de rééducation d'alcooliques et de drogués, dans les écoles pour adultes, les restaurants communautaires. Une Église vivante, ouverte à tous. »

Le père Orellana observe que « dans l'Église règne un pluralisme salutaire, dans lequel j'ai trouvé une place du côté des pauvres, de ceux qui souffrent le plus. Alors que certains ont fait d'autres choix que je respecte, je me sens porté à réaliser ma tâche au milieu des pauvres. »
Monseigneur Baeza pense que « ceux qui vouent leur existence aux pauvres et les pauvres qui font partie de l'Église représentent la majorité. Mais leur poids politique est une autre affaire, et il n'est réel qu'en de rares occasions. »

Fernando Aliaga estime que « la présence des religieux dans le peuple est un des résultats positifs de la théologie de la libération. Ils témoignent de l'engagement réel d'une Église soucieuse de la situation concrète des gens, pour les aider à s'organiser. Il faut encourager les laïcs et les communautés ecclésiales de base. » Mgr Beaza pense que « l'idéal est que l'Église ne soit plus la voix des sans-voix, mais que ceux-ci puissent faire entendre leur voix . Notre action doit favo-riser l'autodétermination des personnes. Pour cela donnons plus d'importance à la formation et à l'articulation avec les organisations qu'aux personnes individuellement. Un exemple très positif de lutte est le cas des familles qui ont eu l'expérience de parents disparus. Elles nous ont enseigné que la lutte pour la dignité, la vérité, la justice est quelque chose qui fait bouger les gens et que, finalement, des résultats sont obtenus. »

Jorge Orellana, curé de Saint Pierre et Saint Paul, de la communauté La Granja, propose « que nous parlions de la dignité de la personne humaine, et des changements sociaux nécessaires pour améliorer la situation des plus pauvres, avec la même passion que nous montrons pour parler de Jésus. Cela fait partie de l'évangélisation. »

Perspectives d'avenir

Selon le théologien Cárdenas, « dans la société civile il est possible de rencontrer véritablement la bonne nouvelle de Jésus pour un royaume de justice authentique, de dignité et de liberté. La tolérance s'est développée en matière de dialogue œcuménique, et l'on constate une certaine présence religieuse dans la vie des communautés et des travailleurs ruraux, dans le monde indigène et chez les femmes. »

Il souligne la nécessité de prendre en compte la dimension des droits humains et affirme que l'insistance sur la dignité humaine engendre diverses formes de libération « où les différentes religions apercevront un reste de religiosité populaire, qui fait que ce peuple cesse d'être simplement le terreau des conservateurs et se tourne vers une religion militante et libératrice ».

« L'Église, pour être fidèle, doit revenir à la source », nous dit la sœur Aurélia Rocco, « faire une relecture de l'Évangile, et ne pas se limiter au droit canon. Etre fidèle à Jésus-Christ et non pas à la norme romaine. Car la véritable source de l'Église n'est pas Rome, mais Jésus-Christ et si l'on revient à Jésus-Christ, on peut être fidèle au monde des plus pauvres. »

La sœur Francesca raconte que « lors du dernier Synode de Santiago, plusieurs personnes ont fait remarquer que, pendant le temps de la dictature, l'Église était plus évangélique, plus prophétique, plus soucieuse de sauver des vies que de donner les sacrements.

Actuellement, ils sentent que l'Église se replie sur elle-même et qu'elle s'attache aux manifestations de masse. Nous avons tous à vivre une étape de conversion pour prendre la mesure des évolutions historiques. Nous affirmons que Dieu construit le Royaume dans l'Histoire, mais, inconsciemment, nous faisons de l'Église une enceinte sacrée, en dehors de l'Histoire. »

La sœur Aurélia Rocco dit qu'il lui importe que la communauté chrétienne grandisse, « mais qu'elle s'accroisse dans le témoignage donné aux autres. Que les personnes qui viennent à la messe célèbrent leur foi en Christ ressuscité ; que ces personnes rendent témoignage là où elles vivent. Vous pouvez avoir un temple rempli de gens tous égoïstes, au lieu d'y trouver une population de Christs solidaires. Le Christ qui chemine au côté du pauvre, voilà celui qui doit être annoncé ici. »
Le père Guzman fait remarquer que « dans la mesure où se perpétuent des structures et des traditions qui ne correspondent pas aux temps nouveaux, nous allons succomber sous le poids de grandes responsabilités ».

Francisca Morales croit que l'Église « doit être plus pauvre, et ne doit pas seulement parler des pauvres, mais être elle-même plus pauvre . Il faut travailler pour une Église plus prophétique, de communion dans la diversité et non pas dans l'uniformité ; avec une plus grande participation du peuple de Dieu, pas seulement au niveau de l'exécution, mais dans le discernement et la prise des décisions. Une autorité qui soit service plus que domination. Une Église qui soit plus fraternelle. »

Fernando Aliaga pense que « l'Église va connaître une crise profonde au niveau clérical qui va sans doute l'endurcir et l'isoler – évolution déjà constatée dans de nombreux pays – et la conduire à laisser de côté une masse énorme qui trouvera un autre mode d'expression chrétienne. Les Mapuches vivent déjà cette réalité, les Aymaras suivent le même chemin.

La même chose va se répéter avec les homosexuels et les malades du sida. Ce sont des mondes qui n'obéissent à aucun credo, mais la foi qui les anime est manifeste. »

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2573.
– Traduction Dial.

– Source (espagnol) :ADITAL, avril 2002, Brésil.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.